

# Deux mots à la revue Commentaire

Posté le : 11 décembre 2012 14:11 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
 Catégorie: Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Economie et politique

La revue Commentaire est fort intéressante. Elle a son influence. Elle mérite d'être soutenue. Mais elle souffre d'un léger complexe : celui de l'officialité. On donne la parole à des auteurs "reconnus" et on ne prend aucun risque intellectuel. Le sérieux veut cela. Comme toujours, la méthode a des limites. Celle de produire des articles sinon insignifiants du moins largement à côté de la plaque chaude.

Prenons celui de M. Robert Barro. Ses "credentials" sont impeccables. Il est professeur à Harvard donc ipso facto " parmi les plus réputés du monde", même si personne n'en a jamais entendu parler. Il est spécialiste de la croissance et des crises. Là cela devient intéressant : il a du prévenir le monde qu'une crise mondiale allait survenir très tôt avant 2007 ou au moins début 2008. Il a du en comprendre les mécanismes.

Naturellement il n'en est rien. M. Barro est un de ces professeurs rétrospectifs qui ne voient jamais rien venir mais qui commentent parfaitement quatre à cinq ans après les événements qui l'ont surpris et que sa spécialité lui commandait de prévoir.

Donne-t-il pour autant un diagnostic exact ? Même pas. Il en est resté à l'explication par les subprimes. La crise de 2008 est un peu plus grave que la crise de 1992 parce qu'il y a eu la bulle des subprimes et des produits financiers complexes. Cinq ans après, quelle grande nouvelle !

Nous avons donné cette explication le lendemain même de la chute de Lehman-Brothers sur ce blog. Mais en précisant bien qu'il ne s'agissait que de l'allumette qui avait mis le feu. Le combustible s'était accumulé en quantité désastreuse bien avant. Et nous avons essayé de comprendre pourquoi et comment. En 2008, pas en 2012.

Toute cette explication des causes profondes est absente. Nous développons à l'époque cette image : un énorme nuage orageux s'est accumulé au dessus de Paris. Il a explosé d'abord sur la tour Eiffel. Est-ce une crise de la Tour Eiffel ? Non. L'important c'est le nuage. En l'occurrence le nuage de dettes qui s'était accumulé depuis 1971 par étape, l'endettement global passant de moins de 200% du PIB à près de 400 dans la majorité des grands pays industriels.

Parler de l'éclair qui a frappé la tour Eiffel, c'est-à-dire des subprimes et leur diffusion dans des véhicules financiers controuvés, n'est pas à proprement parler faux. C'est grossièrement insuffisant. Et comme les banques en ont tiré les leçons, on n'a guère de suggestions à faire pour sortir de la crise.

En revanche, un professeur à Harvard peut critiquer tout ce qui a été fait pour juguler la crise. Plans de relance et augmentation d'impôts ne permettent pas de sortir de la crise, dit notre économiste. Il aurait mieux valu laisser Général Motors faire faillite. Les incitations marchent mais elles ont des effets pervers. L'extension de la couverture chômage selon l'auteur se retourne contre les chômeurs qui restent beaucoup plus longtemps au chômage. Bush est présenté comme un Obama, à l'opposé de Clinton et Reagan. Ce qui surprendra les lecteurs français. Ils ont l'un et l'autre multiplié les effectifs des administrations et lancé des plans grotesques. L'auteur cite notamment le plan Ethanol et la prime à la casse des voitures. Le qualificatif employé pour ces actions est sévère, dans le propos lissé et conventionnel d'un professeur de Harvard : "débile".

En gros toutes les mesures de relance et de protection sociale se sont retournées contre leurs auteurs et leurs bénéficiaires.

Dans cette ligne d'esprit il déclare que toutes les politiques de Quantitative Easing n'ont pas eu beaucoup d'impact. Le Trésor aurait pu intervenir sans que la FED ne le fasse. De toute façon "les marchés financiers en savent plus que moi" et naturellement plus que les gouverneurs de la FED et le gouvernement.

L'auteur parle alors de la "crise des gouvernements". La crise de l'Euro est vue comme une crise d'irresponsabilité budgétaire. L'indiscipline est la source de la crise. Et il faut surtout éviter toute politique d'unification budgétaire car elle n'aura pour effet que d'attiser l'indiscipline.

Aux Etats-Unis la solution c'est de tailler dans Medicaid et Medicare. Et supprimer l'impôt sur les bénéfices des entreprises et l'impôt sur les successions. Mais il faut y instaurer une TVA.

L'auteur conclut que finalement il est pessimiste compte tenu que trop de politiques à effets pervers ont été menées mais que les marchés sont néanmoins optimistes. Wait and see.

Que tirer de cet article ? Pas grand-chose sur le fond de la crise. A partir du moment où l'on considère que les marchés libres sont la seule solution et que la crise est due à un dysfonctionnement bancaire limité et déjà corrigé, on ne peut conclure que dans une seule direction : si la crise continue c'est la faute des Etats qui font l'inverse de ce qu'ils devraient. N'aurait-on rien fait, nous serions déjà revenu dans le bonheur économique.

On est dans l'affirmation idéologique, pas dans l'économie d'observation.

Dressons un tableau de ce qui nous sépare de l'interprétation de Robert Barro :

Nous : la cause de la crise est le système monétaire international, ayant créé une double pyramide d'endettement, des déséquilibres massifs et explosifs, une complexité croissante et une économie internationale casino. Corolaire : les subprimes sont une allumette. Elle a mis le feu à une montagne de dettes qui ne pouvaient plus être remboursées. Solution primaire : changer le système monétaire international ; revenir à des garanties d'état sur la valeur des monnaies. Pronostic : mauvais car les causes n'étant pas comprises on ne prend pas les bonnes mesures.

Barro : crise d'exubérance des marchés notamment des subprimes qui s'est auto corrigée. Corolaire : pas d'intervention des Etats. Solution primaire : empêcher les banques centrales et les Etats de gâcher tout en créant de la monnaie de façon folle, en augmentant les impôts de façon folle, en solidarissant trop les budgets et les dettes. Laissons les mauvais faire faillite. Pronostic : mauvais car les Etats en font trop par les impôts et par les banques centrales.

Derrière ces différences fondamentales, nous nous rejoignons sur certains points :

- Les relances keynésiennes ne peuvent pas fonctionner en change flottant. Nous le savons depuis celle de Chirac en 74. Elles entraînent en fait des effets pervers qu'il faut immédiatement corriger à coup d'impôts et de plans de rigueur qui retardent la sortie de crise. On l'a vu en France dès 76, leçon répétée avec le Plan Juppé de 95 puis avec la folie fiscale en cours de Hollande. Les crises se résorbent en partie toute seule et dans certains cas il est nécessaire de ne rien faire. Nous l'avions expliqué sur ce site au moment où de nombreuses voix s'élevaient pour relancer à tout va par le déficit public. On voit où on est.

- Il faut un amortisseur social en cas de crise mais il doit fonctionner ainsi : moins de ressources élevées mais pour un plus grand nombre de personnes. L'histoire sociale récente en France a fait que le système d'indemnisation du chômage est extrêmement généreux, avec des rentes très élevées dans certains cas et fort longues. Le RSA qui a surtout servi à donner plus aux chômeurs de longue

durée était totalement inopportun en pleine crise. Il faut des allocations mais non pas basées sur l'idée qu'il faut prolonger les rémunérations habituelles pendant pratiquement deux ans, mais sur une idée forte de solidarité : on fait face à l'urgence en payant le nécessaire à ceux qui en ont besoin pendant leur période de chômage. Payer des allocations à vie et à tous ceux qui les demandent est ridicule. De même que payer des indemnités de 6.000 euros à des cadres qui de plus ont négociés leur départ avec leur employeurs et possèdent des biens par ailleurs est un véritable scandale. L'indemnité chômage doit être un dispositif de sécurité pour les plus pauvres frappés momentanément par le chômage.

- la solution de sortie de la crise de l'Euro par la mutualisation totale des ressources avec une gestion centralisée et fédérale de transferts gigantesques est une folie.

- On ne peut pas sortir d'une crise profonde en volant les "possédants". L'hyper fiscalité est un leurre. Sarkozy a commencé à aller en ce sens et Hollande a fait exploser le décomètre. Ils n'ont fait que bloquer la reprise d'abord, l'interdire ensuite.

- La discipline en matière de dépense des Etats est indispensable. La mise en place de programmes administratifs énormes et incontrôlables, ou la gestion par des normes intenables, sont également à proscrire. Le plan Ethanol aux Etats Unis était stupide. Mais le plan européen pour les énergies renouvelable l'est tout autant. La meilleure preuve c'est que nous sommes obligés de revenir sur toutes les mesures prises (éoliennes, panneaux solaires, carburants agricoles etc.).

En revanche nous divergeons de façon forte et formelle sur d'autres points :

- Il était inévitable que les banques centrales tentent de juguler le "credit crunch" associé à l'évaporation d'une partie bien supérieure à la normale des créances bancaires. Sinon tout le système bancaire aurait explosé partout et les agents économiques auraient perdu instantanément toute leur épargne ! Ce mécanisme avait été à la base du drame de 1929.

- la crise de la zone Euro ne peut pas être jugulée sans créer une instance de gestion de la zone euro (gestion de la monnaie, des changes, de la coordination budgétaire et sociale). Si on ne le fait pas, la zone explosera. Profitons en pour dire que la solution de Noyer, Gouverneur de la Banque de France QUI CONSISTE SEULEMENT A RENFORCER DES NORMES, est injouable. Il ne reste plus qu'à subir des déflations provoquées qui sont terribles pour tout le monde.

Au total l'article choisi par la revue Commentaire est de peu d'intérêt car il ne va pas au fond des choses. L'a priori qui consiste toujours à chercher la vérité aux Etats-Unis est ridicule. Les économistes de Harvard ne sont en rien des lumières qui éclairent le monde. Je suggère un peu de nationalisme sur ce sujet. La France a des choses à dire au monde et n'a pas constamment à se rouler aux pieds des Etats Unis. Bien sûr ce qui a séduit c'est l'orientation libérale de l'auteur qui tranche avec le dirigisme inouï que l'on subit en France et les mille voix qui le supportent pur avoir leur place au soleil médiatique.

Nous ne pouvons nous empêcher de penser qu'il y a des questions plus graves à soulever et des solutions plus positives à faire valoir que celles évoquées dans l'article de ce Monsieur Barro. La crise doit être mieux comprise pour que des politiques meilleures soient conduites. C'est à cela que la revue Commentaire devrait s'attaquer.

Conseil d'ami bien sûr.

PS : le texte mis au concours du jeu "de qui est-ce" page 1026 est de Furet.

Didier Dufau, pour le Cercle des économistes E-toile.

